Benkhalfa fait sa réapparition

L'ex-ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa, a fait hier sa première apparition publique après son départ du gouvernement en juin dernier. Benkhalfa s'est refusé à tout commentaire en dehors du thème de la rencontre initiée par le club Care sous le thème «Le plaidoyer pour l'amélioration du climat des affaires en Algérie». L'ancien premier argentier a tenu à préciser que sa présence était en sa qualité d'expert, anticipant ainsi sur toute intention de la part des journalistes de l'interroger sur les sujets d'actualité dont l'emprunt national de croissance et la bancarisation de l'argent de l'informel.

DIGOUTAGE

Par Arris Touffan

Le bac homérique

Aujourd'hui, normalement, on devrait avoir les résultats du bac 2016. Ouf ! Ça a été chaud, c'est le moins qu'on puisse dire ! Le feuilleton est devenu une affaire d'Etat. Premier épisode : fraude à grande échelle ! Puis, deuxième épisode, pour empêcher zaâma la fraude, blocage d'internet.

Enfin, on refait certaines épreuves en plein Ramadhan avec un taux d'absence aussi élevé que le mercure, surtout dans le sud du pays. Mais, là aussi, le gel d'internet n'a pas empêché les Algériens de se connecter autrement...

Quoi que tu fasses, il y a une parade...

A. T.
arrisetouffan@yahoo.fr

Un nouveau contrat pour le français Suez

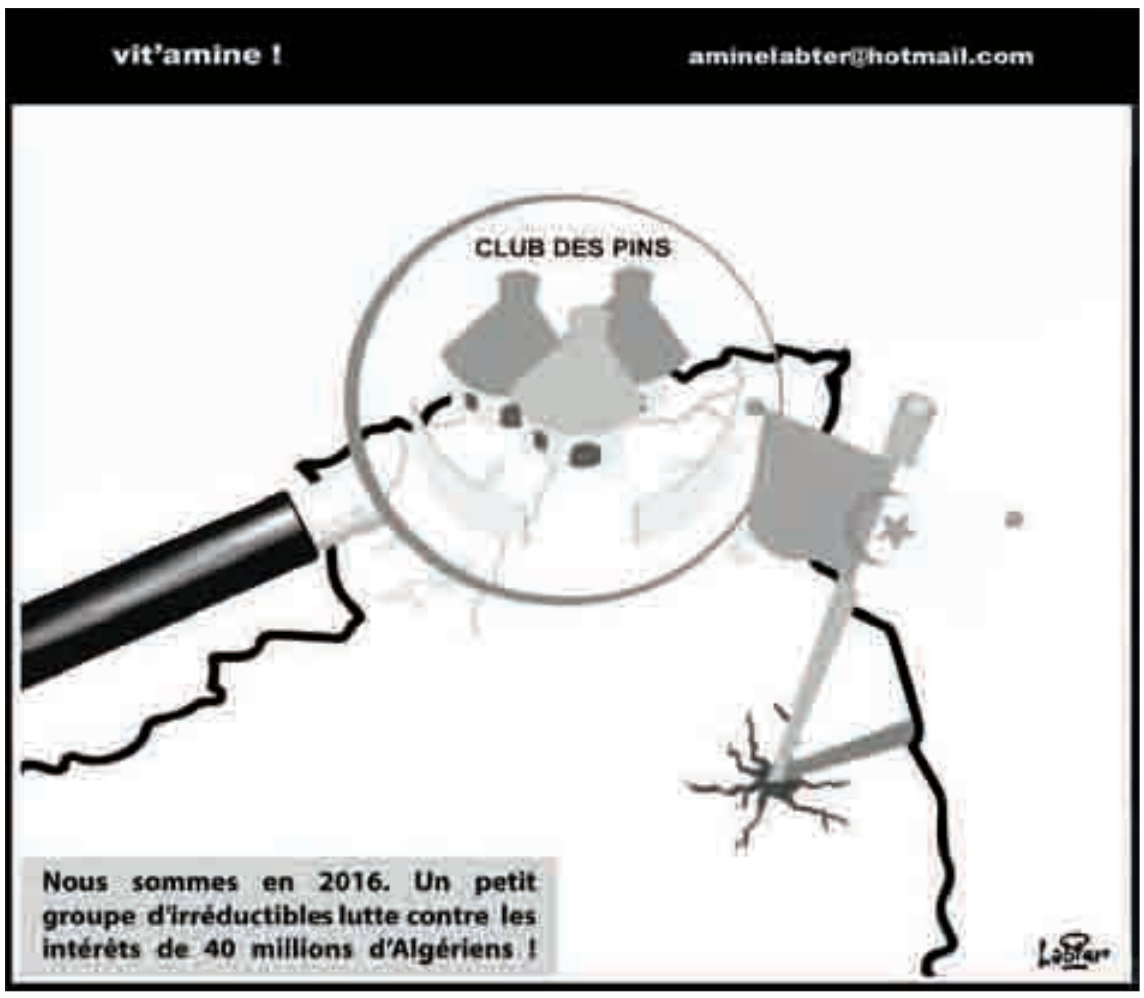
10 ans après avoir été choisi pour gérer la distribution d'eau dans la capitale, le groupe français Suez Environnement, dont le deuxième contrat devrait arriver à son terme dès le 1er août, a de fortes chances de poursuivre sa présence à Alger. Selon nos sources, Suez est tout indiqué pour s'adjuger un nouveau contrat.

Belayat bat le rappel des troupes

Le chef des «redresseurs» du FLN, l'ancien ministre Abderrahmane Belayat, revient à la charge. Pour relancer le mouvement de contestation contre le SG du parti, Ammar Saâdani, Belayat a convoqué, en effet, une réunion du bureau national unifié pour samedi 16 juillet au siège des «redresseurs», sis au quartier les Sources, à Alger.

A nos lecteurs

Un ennui technique de dernière minute nous a empêchés de publier le résultat de notre dernier sondage. Ce que, naturellement, nous ferons dès demain.
Toutes nos excuses à nos lecteurs qui ont pris la peine d'y participer.



SOIT DIT EN PASSANT

A chacun sa part ?

Par Malika Boussouf
malikaboussouf@yahoo.fr

Il est des jours comme ça où il m'arrive, en ouvrant ma boîte de réception, de croiser des messages très courts du genre : «Qui selon toi freine le développement du pays ? La situation m'est un peu confuse.»

Je comprends chaque jour un peu mieux que certains lecteurs, critiques à l'égard de ce que nous publions quotidiennement, puissent exiger de nous un peu plus de fermeté. L'autre impression que certaines réflexions me donnent, c'est que beaucoup d'entre nous ne se sentent jamais concernés par ce qui cloche. On en arriverait presque à douter de ce qui relève de l'implication collective quand celle, individuelle, est mise hors de cause ! Beaucoup d'entre nous, pour mieux se dédouaner, ont de plus en plus tendance à vouloir dissuader, au moins leur entourage immédiat, du devoir de cristalliser le débat autour de la notion même de responsabilité. Du coup, l'important ne tourne plus autour de ce que l'on peut offrir par ses qualifications, mais par sa fidélité au système. La compétence passe après la soumission, et ça paye ! Là nous ne sommes plus dans le cas où l'on se laisse choisir pour ce que l'on vaut et représente mais plutôt pour ce que l'on ne représente pas. On ne regarde plus l'avenir que par la philosophie du groupe auquel on tend à appartenir.

Une fois dedans, si l'on travaille sa soumission et montre de la fidélité avec le même excès de zèle, on est bon pour durer et grandir au cœur du clan. Tout le monde ou presque sait, désormais, comment ça marche et personne n'ignore que l'effondrement d'un système passe par un lâchage ou une fracture dans sa protection.

Qui se souvient de tous ces prêts accordés aux jeunes par le biais de l'Ansej et dont on disait que parmi les bénéficiaires, il s'en trouvait qui refusaient de les rembourser estimant qu'avant de leur demander de le faire, on n'avait qu'à récupérer les sommes colossales détournées depuis l'indépendance du pays ? Si le système fait profil bas et s'il compose, cela fait partie de ses investissements. Comment mieux contrôler les nuisances extérieures et veiller à la stabilité des affaires en cours ? Lequel d'entre vous y voit des raisons de s'indigner ?

M. B.